HAL
open science

Combes (Hélène) – Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique. – Paris, Karthala, 2011 (Recherches internationales). 452 p. Annexes. Bibliogr.

Antoine Roger

▶ **To cite this version:**

Antoine Roger. Combes (Hélène) – Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique. – Paris, Karthala, 2011 (Recherches internationales). 452 p. Annexes. Bibliogr.. Revue Française de Science Politique, 2012, 62 (2), pp.318-320. halshs-00728286

HAL Id: halshs-00728286

https://shs.hal.science/halshs-00728286

Submitted on 9 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Antoine ROGER, Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

Compte rendu : COMBES Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011. *Revue Française de Science Politique*, vol. 62, no. 2 p. 318-320.

Comment les animateurs de mouvements protestataires peuvent-ils peser sur le fonctionnement d'une organisation partisane ? Pour répondre à cette question générale, l'ouvrage étudie la genèse et les évolutions d'une formation particulière : le Parti de la révolution démocratique (PRD) est créé au Mexique en 1989, en opposition au monopole politique exercé depuis 1929 par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ; la contestation de la fraude qui a entaché l'élection présidentielle de 1988 amène alors à se regrouper sous une même bannière des responsables associatifs, les militants de groupuscules de gauche et les membres du Courant démocratique (CD), faction du PRI formée autour de Cuauhtémoc Cárdenas. Par l'entremise du PRD, les premiers obtiennent des mandats municipaux ou des sièges de député sans avoir bénéficié d'une longue socialisation partisane. Le parti se présente ainsi comme un « acteur profondément intriqué aux mouvements sociaux et plus généralement aux organisations contestataires ». Un phénomène de « multi-engagement » peut y être observé qui recouvre deux dimensions : le « multi-positionnement » est tout d'abord le fait d'« acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une et parfois de plusieurs organisations contestataires (mouvements sociaux, organisations sociales, etc.) et mènent parallèlement une carrière politique au sein du PRD » ; une dynamique de « reconversion militante » est ensuite - et plus rarement - enregistrée lorsqu'un individu renonce à son activité associative pour se consacrer exclusivement au parti (p. 14). Ces caractéristiques invitent à « dépasser une approche en termes d'interaction entre les partis, d'un côté, les mouvements sociaux, de l'autre », pour « mettre l'accent sur le continuum de l'action collective » (p. 16). L'auteure refuse en d'autres termes de se livrer à une « étude de structure à structure » qui impliquerait « l'analyse d'un parti politique comme un tout homogène et d'un mouvement social comme un ensemble uniforme » (p. 18-19). Elle énonce en lieu et place deux principes d'analyse : 1/ les acteurs engagés dans une trajectoire de « multi-engagement » sont les « artisans privilégiés de la fabrique partisane » ; ils contrôlent « les processus de production (matériels, humains et symbolique) qui contribuent à façonner un parti politique » ; les frontières partisanes sont le produit de leurs luttes incessantes, chacun cherchant à valoriser au sein de l'organisation les ressources dont il est pourvu ; 2/ les interactions entre l'État et les organisations politiques favorisent ou non la structuration des réseaux militants et déterminent les tendances au « multi-engagement ».

Un matériau empirique diversifié permet de développer le propos : des observations ethnographiques ont été menées entre 1998 et 2000 (réunions de courants, meetings électoraux, manifestations commémoratives, réunions pour les élections primaires, etc.) ; 74 entretiens ont été réalisés – et réitérés dans certains cas – avec des dirigeants nationaux et régionaux du PRD ; les archives du parti et des documents puisés dans des fonds privés ont

encore enrichi le corpus. Les trajectoires des dirigeants du PRD depuis 1960 ont enfin prêté à une analyse quantitative : les curricula de 186 candidats à la députation ont été codés, de même que 304 réponses à un questionnaire administré lors du Congrès de Zacatenas en 2001 ; un traitement statistique complémentaire a été réservé aux actes de violence contre les membres du parti recensés par la Commission nationale des droits de l'Homme. Sur cette base, l'auteure caractérise les « variations de la frontière entre sphère institutionnelle et espace contestataire en fonction des cycles de mobilisation » (p. 38). Après le tremblement de terre de 1985, une première mise en réseau est observée dans le cadre du mouvement urbain populaire. Un mouvement étudiant vient ensuite élargir le périmètre de la protestation. La campagne pour l'élection présidentielle de 1988 permet une convergence partielle des mobilisations (1re partie). Après la proclamation des résultats, la création du PRD formalise la coalition et permet une nouvelle densification. L'organisation partisane s'associe au mouvement des endettés (El Bárzon) pour protester contre le projet de faire endosser par la puissance publique les dettes contractées par les plus grandes fortunes du pays. Des relations plus complexes sont nouées avec le mouvement zapatiste formé au Chiapas ; après quelques manifestations de soutien, le PRD prend ses distances au cours des années 1990 en affichant sa prétention à une conquête directe du pouvoir (2e partie). L'appareil du parti commence alors à se structurer. La place qu'y occupent les organisations contestataires est définie avec précision : structuration de « courants » adossés à des réseaux associatifs ; édification de la hiérarchie partisane et légitimation des positions dominantes par la mise en avant de liens avec des mouvements sociaux (3e partie). En surmontant quelques obstacles de taille - les fraudes électorales et les violences à l'encontre des militants - les responsables du PRD renforcent leur assise (4e partie). Des « trajectoires typiques » peuvent dès lors être retracées : elles révèlent que le « multi-engagement » favorise l'accès aux postes de direction et aux mandats électifs (5e partie). Les acteurs qui présentent ce profil ne s'en affrontent pas moins pour définir la forme que doit présenter « l'ouverture » du parti. Chacun entend imposer comme critère de légitimité la connexion au mouvement social dont il est lui-même issu. Les élections internes prêtent à de violentes passes d'armes : organisées en 1993 pour les seuls militants, elles sont élargies en 1995 de façon à impliquer tous les citoyens inscrits sur les listes électorales (6e partie). Une conclusion ferme peut alors être formulée : « C'est le rapport à l'environnement qui permet de comprendre comment les règles du jeu interne se discutent et se fixent » (p. 391).

Loin de s'adresser aux seuls observateurs de la vie politique mexicaine, l'auteure prend soin de positionner son étude dans des débats généraux ; elle dialogue de bout en bout avec les principaux théoriciens des mobilisations partisanes, en s'appuyant sur des références francophones (Michel Offerlé, Bernard Pudal, Frédéric Sawicki, etc.) aussi bien que sur des travaux publiés ou traduits en anglais (Peter Mair, Angelo Panebianco, etc.). L'ouvrage fourmille de propositions qui peuvent inspirer le comparatiste et prêter à l'analyse des articulations entre partis et mouvements sociaux sur divers terrains. Trois exemples donneront la mesure des perspectives de recherche ouvertes au fil des chapitres. La distinction opérée entre les militantismes « porteur », « moteur » et « dépendant » retient en

premier lieu l'attention. Loin de constituer une typologie figée et de réifier les catégories d'analyse, elle permet de pointer des propriétés évolutives et d'appréhender la temporalité des mobilisations. Le militantisme « porteur » est caractérisé lorsque émerge une « nouvelle génération d'entrepreneurs sociaux dont un certain nombre vont réinvestir à plus ou moins long terme leurs ressources associatives » dans le parti ; dans le même temps, des « ressources politiques (causes, médiatisations, militants et sympathisants) » fournies par les mouvements sociaux sont intégrées au jeu partisan. Le militantisme devient « moteur » lorsque « son existence et sa nature entraînent et déterminent d'autres types d'engagement que l'on qualifiera de "militantismes dépendants" » (p. 308-14).

Les outils forgés pour étudier la « bataille sur les formes légitimes de mobilisation » (p. 357) invitent en second lieu à jeter un nouvel éclairage sur les jeux d'échelles partisans. Une tension est mise au jour entre les ressources locales fournies par les mouvements sociaux (capacité de mobilisation, savoir-faire contestataires, etc.) et celles qui sont communément obtenues au sommet du parti (accès aux informations, maîtrise du processus législatif, etc.). L'organisation d'élections internes permet de démonétiser celles-ci au bénéfice de celles-là. Elle donne une prime aux dirigeants les plus insérés dans des réseaux localisés et dévalorise les cadres nationaux qui ne peuvent se prévaloir d'une implantation territoriale. Les perredistes qui se positionnent dans le premier registre animent des « bureaux d'attention citoyenne » et organisent des rencontres régulières avec des associations de quartier, de façon à montrer qu'ils sont « en prise avec la réalité sociale » (p. 198 et 361). Les dirigeants les moins dotés en « ressources associatives » dénoncent ces pratiques et les qualifient de « clientélistes ». Ils s'efforcent de nouer des alliances compensatoires avec les factions dissidentes de partis concurrents et tentent de substituer aux élections internes un principe de désignation articulé aux sondages d'opinion, moins « manipulables » selon eux. Le jeu interne est donc structuré par les entreprises croisées de légitimation et de délégitimation du « lien associatif » construit par les acteurs multi-positionnés.

Les outils forgés pour étudier la « bataille sur les formes légitimes de mobilisation » (p. 357) invitent en second lieu à jeter un nouvel éclairage sur les jeux d'échelles partisans. Une tension est mise au jour entre les ressources locales fournies par les mouvements sociaux (capacité de mobilisation, savoir-faire contestataires, etc.) et celles qui sont communément obtenues au sommet du parti (accès aux informations, maîtrise du processus législatif, etc.). L'organisation d'élections internes permet de démonétiser celles-ci au bénéfice de celles-là. Elle donne une prime aux dirigeants les plus insérés dans des réseaux localisés et dévalorise les cadres nationaux qui ne peuvent se prévaloir d'une implantation territoriale. Les perredistes qui se positionnent dans le premier registre animent des « bureaux d'attention citoyenne » et organisent des rencontres régulières avec des associations de quartier, de façon à montrer qu'ils sont « en prise avec la réalité sociale » (p. 198 et 361). Les dirigeants les moins dotés en « ressources associatives » dénoncent ces pratiques et les qualifient de « clientélistes ». Ils s'efforcent de nouer des alliances compensatoires avec les factions dissidentes de partis concurrents et tentent de substituer aux élections internes un principe de désignation articulé

aux sondages d'opinion, moins « manipulables » selon eux. Le jeu interne est donc structuré par les entreprises croisées de légitimation et de délégitimation du « lien associatif » construit par les acteurs multi-positionnés. Ne se limitant pas à décrire des luttes symboliques entre dirigeants, l'ouvrage examine en troisième lieu le fonctionnement des relations de clientèle les plus caractérisées et fournit des clés de lecture utiles à tous les chercheurs qui étudient les transactions entre élus et militants. L'Assemblée des quartiers (Asamblea de barrios – AB) constitue un observatoire privilégié. Cette structure associative bénéficie de financements publics et contrôle localement l'accès au logement. Elle permet de fidéliser les militants, en leur garantissant des rétributions matérielles. Ses responsables peuvent peser au sein du PRD ; ils disposent d'« une "armée de réserve" mobilisable par la machine partisane ». Le dispositif peut néanmoins échapper à leur contrôle. Lorsque les cadres partisans qui n'ont pas accès aux mêmes ressources dénoncent des pratiques déloyales et crient au dévoiement des élections internes, la direction de l'AB tente vainement de limiter la distribution d'avantages personnalisés : elle est immédiatement rappelée à l'ordre par sa clientèle. En s'appuyant sur les travaux d'Edward P. Thompson, l'auteure en arrive ainsi à caractériser une « économie morale du militantisme », fondée sur des droits et obligations réciproques. Les perredistes recrutés dans les quartiers les plus modestes développent un « imaginaire de justice » et réclament une rétribution équitable de leur engagement. Il apparaît ainsi que les dirigeants sont « contraints par leurs militants » (p. 191-198).

Ces clés de lecture originales suffiront à n'en pas douter à arracher l'ouvrage aux bibliothèques spécialisées et à le faire entrer de plain-pied dans les bibliographies générales de sociologie politique.